



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE - Thursday, 26 April 2012

Premier mai 2012 : la lutte en faveur des services publics

À l'occasion de ce 1^{er} mai, l'Internationale des services publics réaffirme sa détermination à défendre les droits humains fondamentaux et les droits syndicaux des employé-e-s du secteur public, ainsi que les droits de tous les citoyens à des services publics de qualité accessibles et universels.

En ce 1^{er} mai 2012, les employé-e-s du secteur public et nos syndicats s'engagent plus que jamais dans une bataille idéologique pour sauvegarder les emplois et les services publics, auxquels un si grand nombre de personnes sont attachées et dont elles ne peuvent se passer.

La crise financière qui a frappé en 2008 sert de prétexte pour diminuer les dépenses publiques, privatiser les services publics et réduire considérablement les emplois, les salaires et les conditions de travail dans le secteur public. En réalité, aujourd'hui, la crise n'est qu'une excuse. Les déficits publics, au nom desquels les services publics sont sacrifiés, sont une conséquence de la crise économique, et non une cause. Parce qu'une majorité de gouvernements refusent aveuglément de rechercher des solutions dans la création d'emplois et le travail décent, une multitude de crises perdurent. Les mesures d'austérité que de nombreux gouvernements des pays du Nord cherchent à faire passer de force ne rappellent que trop les programmes d'ajustement structurel imposés aux pays en développement par les institutions financières internationales, dont on connaît les conséquences désastreuses.

Les attaques sans précédent orchestrées au niveau mondial à l'encontre du monde du travail font partie intégrante de cette catastrophe idéologique. La liberté syndicale, la négociation collective et la liberté d'expression sont toutes menacées. Du point de vue des jeunes, l'avenir offre peu de perspectives en matière de travail décent, de salaire équitable et de niveau de vie convenable. Quant à l'égalité des genres, elle est bien vite reléguée au second plan.

Le Secrétaire général de l'ISP, Peter Waldorff, déclare : « Mais nous sommes tous unis pour lutter contre ces injustices. Les citoyens et les citoyennes ordinaires voient bien qu'une poignée d'oligarques puissants et motivés par leur seul bénéfice personnel, qui représentent 1% de la population, profitent du système à nos dépens. Nous voyons bien que les inégalités continuent d'augmenter, délibérément encouragées par ce 1% qui s'acharne à défendre son immense fortune et à s'enrichir encore un peu plus. Les citoyens et les citoyennes ordinaires voient bien que nos services publics sont actuellement mis en pièces, et ils voient bien que des personnes travaillent dur pour fournir ces services publics qu'on cherche à diaboliser. Et nous disons NON. Nous nous mobilisons contre ces injustices flagrantes. Nous nous mobilisons pour un monde meilleur, bâti sur l'équité, la justice et le respect des droits humains.

« En tant que syndicats du secteur public, nous savons que les services publics constituent les fondations de sociétés justes et démocratiques. Nous savons que la lutte que nous menons est la lutte des peuples. »

Il n'y a pas de victoire sans solidarité.

media release... communiqué de presse... comunicado de prensa...